

## Le syndicat Solidaires: «Le maintien de l'ordre est totalement à revoir»

PAR MATHILDE GOANEC  
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 7 MAI 2016

Très actif dans la dénonciation des violences policières depuis le début de la mobilisation contre la loi travail, Solidaires fait aussi le lien entre l'intersyndicale et le mouvement Nuit debout. Entretien avec ses deux porte-parole.

Défendant un « *syndicalisme de luttes* » ainsi qu'un projet de « *transformation sociale* » radical, le syndicat Solidaires a gagné en visibilité depuis le début de la mobilisation contre la loi sur le travail. Sa porosité avec Nuit debout ne fait pas de doute, d'autant plus que les deux mouvements dénoncent d'une même voix les violences policières. « *Le gouvernement a une stratégie* », dénonce Éric Beynel, l'un des deux porte-parole de l'organisation avec Cécile Gondard-Lalanne. Ce discours ainsi que la volonté affichée de durcir le ton dans le mode opératoire peinent cependant à s'imposer dans l'intersyndicale montée contre la loi El Khomri et qui rassemble également la CGT, FO, la FSU et l'Unef.

**La loi sur le travail est actuellement débattue à l'Assemblée. Comment jugez-vous le débat qui s'engage et la possibilité d'un passage en force du gouvernement ?**

**Éric Beynel.** C'est depuis le début un passage en force. Il y a un rejet massif de l'opinion sur ce texte. Mercredi 4 mai au matin, un nouveau sondage faisait état de trois Français sur quatre hostiles au projet de « loi Travail ». Même le Medef trouve désormais que ce n'est pas un bon projet. Bien sûr, en ce qui concerne le Medef, c'est davantage une posture tactique que fondée, d'autant plus que les trois syndicats patronaux se sont entendus depuis lundi sur la question de la représentativité. Malgré tout cela, le gouvernement reste sur une posture et s'entête, cela n'a aucun sens et meurtrit le pays encore plus qu'il ne l'est. Les manifestations sont de plus en plus réprimées, de manière hallucinante sous un gouvernement dit de « gauche », et cette méthode accentue les fractures déjà

nombreuses dans notre société. Le seul point positif, c'est qu'un vrai mouvement social soit né autour de ce projet, à la fois autour de l'intersyndicale et autour de Nuit debout.

**Comment jugez-vous l'état de l'intersyndicale depuis deux mois ? Y a-t-il des divergences et est-ce que c'est compliqué pour Solidaires d'y rester ?**

**Cécile Gondard-Lalanne.** Elle n'a jamais été simple, cette intersyndicale. Même si l'objectif commun reste le retrait du projet, il est clair qu'il y a des tentatives de division créées en partie par le gouvernement. D'abord avec les jeunes *via* la Fage, puis le syndicalisme salarié avec l'approbation du texte par la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et l'Unsa. Depuis, l'intersyndicale tente de rester unie mais ce n'est pas évident.

**Qu'est-ce qui fait débat en son sein ? Le mode opératoire ?**

**C. G.-L.** La mise en œuvre des actions est un sujet. Entre des volontés nationales et les volontés de terrain, les intersyndicales ne sont pas forcément toujours les mêmes. Et personne ne commande d'en haut les équipes locales. De fait, ce n'est pas toujours simple non plus entre une CGT plutôt combative au niveau national, au moins jusqu'à son congrès [*qui a eu lieu mi-avril – ndlr*], et des équipes locales qui sont, pour certaines, un peu moins dans l'unité. FO est toujours une organisation particulière, avec des courants contradictoires et des fédérations compliquées. Mais en réalité, les seuls vrais points de désaccord que l'on ait eus depuis le début se situent au sujet de la dénonciation des violences policières et du lien à créer ou non avec des mouvements « extérieurs » comme la pétition en ligne ou les Nuits debout.

**Il y a deux lignes sur ces sujets ?**

**É. B.** Nous sommes en tout cas les seuls à les avoir portées dans l'intersyndicale dès le début.

**Au sujet de la grève reconductible, mardi, la CGT déclarait que c'était toujours en discussion, la FSU que sa base n'y était pas du tout sensible pour le moment. FO n'a pas pour mode opératoire**

**traditionnel l'appel à la grève générale. Vous l'appellez, a contrario, de vos vœux. Donc, c'est quoi : de l'incantation ?**

**É. B.** Il faut bien comprendre que pèse sur l'état de l'intersyndicale et sur les fédérations le poids des échecs passés, et notamment des grèves par délégation qui ont pu être portées par un certain nombre de secteurs. Je pense à l'Éducation nationale en 2003, aux cheminots en 2010, ou encore aux raffineries, à la chimie. Il y a eu dans ces secteurs des grèves reconductibles portées à la place de tous les autres. Et avec, dans ces exemples, des échecs du mouvement syndical. Ça marque.

Il y a aussi eu des combats plus récents, dans l'Éducation nationale à propos des rythmes scolaires, la bataille contre la réforme du collège qui continue d'être menée, les batailles dans les hôpitaux à propos des horaires de travail. Ces luttes sectorielles n'ont pas réussi à converger et à se réunir, donc ça pèse sur la capacité à aller au bout de cette idée de grève reconductible. Mais non, ce n'est pas incantatoire parce que ce n'est pas un sujet qui est sorti d'une discussion de Solidaires sur un coin de bureau. C'est un sujet qui irrigue les AG ainsi que les discussions au-delà du monde syndical.

J'ai été frappé, jeudi dernier, lorsque j'ai pris la parole en AG de Nuit debout à République, de voir à quel point ce sujet était fédérateur et porté largement au sein du mouvement. Le message initial du 31 mars, rappelez-vous, était « On ne rentre pas chez nous », donc il portait ça en creux. Nous tentons de porter ce message-là dans l'intersyndicale, dans les Nuits debout, et plus largement au sein des salariés, bien au-delà des cercles syndicaux.

**Sauf qu'on peut également voir, dans Nuit debout ou dans le succès de la pétition sur la loi du travail, le signe justement d'une demande pour un autre type d'action, qui ne soit pas forcément une grève reconductible ou générale ?**

**É. B.** Oui, sans doute. Il y a plein de choses qui donnent à réfléchir. Par exemple, en région parisienne, que les manifestations soient « débordées » et qu'un certain nombre de gens se placent maintenant devant

les cortèges syndicaux. Le fait que Nuit debout ait eu autant de difficultés et mette autant de temps à faire le lien direct avec les organisations syndicales. Mais encore une fois, c'est surtout la crainte et la méfiance qui dominent : lors du dernier conflit sur les retraites sous Sarkozy, il y a eu une mobilisation importante, massive, avec des journées qui se rapprochaient les unes des autres, on était presque au bord de la reconductible et, tout à coup, tout ça s'est délité parce que l'intersyndicale a posé une date beaucoup trop lointaine sous la pression de quelques-uns, avec les conséquences que l'on connaît. Tout ça laisse des traces. Qu'il faille inventer de nouvelles formes d'action, c'est un débat récurrent. Nuit debout est un début.

**Y aurait-il aussi une réserve des organisations syndicales représentatives, car elles sont engagées en parallèle sur la négociation Unedic ? Y a-t-il une forme de retenue par rapport à une organisation comme la vôtre puisqu'il s'agit de gagner aussi des choses à la table des négociations ?**

**C. G.-L.** Il y a une difficulté, dans certaines organisations traditionnelles comme FO ou la CGT, à faire converger des négociations et des luttes qui ne sont pas forcément dans les clous de l'intersyndicale initiale. Il se passe par exemple dans le cadre de la négociation Unedic des choses du côté des intermittents, et la CGT spectacle joue un rôle actif dans cette affaire. On peut d'ailleurs faire facilement le lien entre une loi qui est censée régler le problème du chômage et des négociations sur les indemnités chômage. Ça nous paraît totalement logique de faire ces liens-là. Ce qui est clair, c'est que FO n'est pas dans cette dynamique et la CGT la met très peu en avant. Et nous, notre poids est limité. La FSU a le même problème, les agents de la fonction publique ne sont pas vraiment impliqués dans le combat contre une loi qui ne les concerne pas directement. Or on sait pertinemment que dans le public comme dans le privé, ce texte est une lame de fond.

**Dans votre propre organisation, y a-t-il un appétit pour le durcissement ou une lassitude après deux mois de mobilisation ?**

**C. G.-L.** Ce mouvement est assez extraordinaire dans sa forme dès le départ. Il n'est pas issu d'une concertation entre syndicats qui se voient et disent : on lance une journée de manifestation. Ça part, comme vous l'avez dit, d'une pétition en ligne qui fait un million et demi de signatures, qui nous booste et nous dépasse aussi un peu. Nos équipes ont été dès le départ assez attentives à ce qui se passait, mais c'était quand même une forme un peu bizarre. Le 9 avril par exemple, il y avait des appels à la grève mais ce n'était pas un appel interprofessionnel. Étonnamment, énormément de salariés se sont mis en grève ce jour-là. Donc les équipes voient qu'il se passe quelque chose, que ça bouillonne, mais comment raccrocher avec les salariés ? Sachant que c'est extrêmement compliqué de faire partir les salariés dans un mouvement prolongé de jour en jour ? Personne ne peut dire si les portes se referment ou s'ouvrent, si on va vers l'échec ou la victoire. Les équipes tentent, là où elles le peuvent, localement, ou dans certains secteurs comme La Poste ou le rail de faire partir des mouvements, mais c'est dur.

**É. B.** C'est un mouvement qui ne ressemble à aucun autre, donc, de fait, nos équipes syndicales sont comme nous, dans le flou. Elles voient tous les points d'appui et en même temps toutes les difficultés à faire le lien, à unifier ces différentes mobilisations. Et puis, la mobilisation est très variable selon les secteurs professionnels. C'est l'un des enjeux des prochains jours et prochaines semaines. Comment faire pour que les choses s'emboîtent correctement, comme lors du 9 mars, qui était au départ une journée lancée par Facebook ! Le 31 mars a été porté aussi bien par les organisations syndicales que par ceux qui appelaient le soir à ne pas rentrer chez eux. C'est cette conjonction qu'il faut revivifier.

**Vous êtes très présent dans Nuit debout, vos équipes aussi, et ce même en soutien logistique. Il y a en partout, ça dure, c'est certain, mais numériquement, le mouvement stagne. Faut-il maintenant passer à la vitesse supérieure, établir des liens plus clairs avec le monde syndical, faire surgir des figures, comme peut le laisser penser**

**l'équipe initiale autour du journal *Fakir* ? Faut-il monter d'un cran au regard de l'horizontalité prônée par Nuit debout ?**

**É. B.** Nous, l'horizontalité nous convient bien puisque c'est plutôt un mode opératoire qui nous correspond syndicalement. De fait, c'est aussi ça qui explique notre facilité à nous y insérer.

**Oui, mais vous êtes par exemple les participants d'une intersyndicale où vous représentez votre syndicat et prenez des décisions en son nom ?**

**É. B.** Certes, mais à chaque fois, on se réunit avec nos structures pour voir quel mandat nous avons. Et puis, je ne pense pas que ce soit notre rôle, ni celui de *Fakir* d'ailleurs, de prendre la tête d'un tel mouvement. *Fakir* a voulu le faire à la bourse du travail et ça s'est très mal passé. On ne peut pas lancer un mouvement qui se veut horizontal et lui dire ensuite qu'il faut lui redonner de la verticalité. Non, il faut laisser du temps à ce mouvement pour se déployer. Alors certes, c'est parfois numériquement faible, mais il continue à grandir. Chez moi, mardi, dans ma commune de Clichy-la-Garenne, a été organisée la première Nuit debout. Il y avait un peu de monde et ça dépassait les cercles militants habituels. C'est ce qui est important : les Nuits debout permettent de sortir de l'entre-soi des cercles militants. J'espère que tout cela va irriguer dans la durée et vraiment modifier le paysage du mouvement social.

**C. G.-L.:** L'horizontalité permet aussi un travail en profondeur sur une expérience de la démocratie autre que celle dans laquelle on vit actuellement, qui est une démocratie de délégation. Est-ce que c'est efficace ou satisfaisant quand on voit des députés qui, finalement, vont avoir à voter un texte dont la majeure partie des Français ne veut pas ?

**Jacques Rancière dans Mediapart rappelle que l'horizontalité est essentielle mais qu'elle trouve ses limites dans la prise de décision et le passage à l'action. Qu'en pensez-vous ?**

**É. B.** Mais cette horizontalité produit déjà des choses ! Elle interroge et perturbe la manière dont fonctionnent nos institutions. En ce sens, c'est extrêmement utile. Elle perturbe aussi la manière dont

les organisations syndicales prennent leurs décisions et agissent. Émerge aussi, et c'est capital, la notion un peu oubliée d'éducation populaire et du partage de connaissances. Par exemple, ces échanges *via* « hôpital debout », « archi debout », les débats autour du travail, etc. Tout ça porte plein de germes. Et il y a aussi beaucoup d'actions même si elles peuvent paraître petites et symboliques, comme quand des membres de Nuit debout sont allés tracter au technocentre de Renault ou lorsqu'ils sont allés plaider leur cause à Saint-Lazare, défendre les migrants au métro Stalingrad ou **au lycée occupé Jean-Jaurès**.

Tout ça est porteur de sens collectif. J'entends les questions, mais prenons déjà ce que l'on a. L'objectif commun est le retrait de la loi sur le travail et ensuite, il faut garder ces espaces ouverts. C'est d'ailleurs la principale difficulté. La tactique de la préfecture et du ministère de l'intérieur est d'essayer de rogner morceau par morceau la place de la République, en éteignant les sonos à partir de 11 heures, en limitant les horaires, en empêchant les camionnettes ou les gens de s'installer et de rester...

**Au regard des mobilisations précédentes, contre le CPE ou même le combat sur les retraites, comment analysez-vous la réponse policière à ce mouvement social ?**

**É. B.** Ce qui nous a frappés et choqués depuis début mars, et même déjà sur un certain nombre de manifestations autour de Notre-Dame-des-Landes ou à Sivens, c'est une évolution dans les méthodes utilisées par les forces de l'ordre vis-à-vis des manifestants. Depuis le début de ce mouvement, on observe une proximité extrêmement forte et massive auprès des cortèges. Avec parfois, presque du touche-touche avec les forces de l'ordre, qui passent assez vite en mode offensif, c'est-à-dire casques et boucliers en avant. Le deuxième aspect est l'utilisation massive à la fois des grenades lacrymogènes et des grenades dites « désencerclantes ». D'une manière extrêmement forte et pas du tout ciblée.

On n'est pas dans la frappe chirurgicale mais sur une utilisation massive de ces outils, avec en plus des utilisations hors protocole, comme ces

grenades lacrymogènes lancées en tir tendu ou les grenades désencerclantes tirées par le haut, avec des conséquences physiques pour les manifestants. Sur lesquelles, d'ailleurs, le gouvernement ne s'étend pas du tout. Il n'y a pas de décompte de manifestants blessés officiellement, il n'y a pas non plus de réelle présence pour prendre en charge les manifestants qui auraient besoin de soins. Dans beaucoup de cortèges et notamment à Paris, il a fallu mettre en place des équipes médicales militantes pour pouvoir assurer ces premiers soins. Ce qui conduit à ces situations de conflit que l'on connaît. On a eu un militant de Sud Santé sociaux qui a reçu un tir de Flash-Ball dans le cou, à Marseille jeudi dernier, un autre militant qui a été violemment passé à tabac à Nantes.

Il y a une utilisation des forces de l'ordre qui les envoie au casse-pipe, il faut dire les choses. Et d'autre part, une manière de gérer le commandement qui conduit un certain nombre de CRS aux dérapages que l'on a constatés ces dernières semaines dans de nombreuses vidéos. Le gouvernement en porte la responsabilité. Pas question pour nous de pointer les individus du doigt mais la manière dont les forces de l'ordre sont elles-mêmes mises en danger.

**L'une des difficultés est cette zone désormais grise à l'avant des cortèges, où se mêlent des jeunes qui ont envie d'aller au combat avec les forces de l'ordre, pour des raisons qui leur sont propres, d'autres qui considèrent, à tort ou à raison, que l'affrontement fait désormais partie du mouvement (c'est-à-dire que la violence est exercée d'un côté et qu'il s'agit d'y répondre), et puis tout un tas de militants, dont des membres de Solidaires, qui se prennent un coup de temps à autre et ne sont pas les derniers à scander des slogans hostiles à la police... Partagez-vous l'analyse de certains responsables syndicaux et d'hommes politiques qui estiment qu'il y a d'un côté les casseurs qui font du bazar et le reste du cortège qui ne demande qu'à défiler pacifiquement ?**

**É. B.** Ce ne sont pas des casseurs. Cette classification-là, on ne s'y retrouve pas du tout. Celles et ceux qui sont devant ont le même objectif que ceux qui

sont derrière : le retrait du projet de loi sur le travail. Évidemment, les formes d'actions peuvent différer d'un morceau du cortège à l'autre. De la même manière que les formes d'actions peuvent différer à l'intérieur des organisations syndicales.

### **Violences comprises ?**

**É. B.** La violence n'est pas tournée contre les personnes mais contre un ordre général. Une réponse à une forme de violence qu'exerce cet ordre général à l'ensemble du cortège, aussi.

**C. G.-L.** On sait que la police est très fatiguée, ça fait des mois qu'elle est sur le pont, sous tension, et en plus l'Euro de foot arrive... De fait, quand on demande aux forces de l'ordre d'être à cinq centimètres du cortège, qu'il y a des jeunes et des moins jeunes, et qu'on voit des dizaines de Robocop avec matraque et bouclier, les tensions se créent très rapidement. Pas besoin qu'il y ait une volonté de violence en tête du défilé pour que la violence existe. On a quand même vu pour la première fois des forces de l'ordre nous interdire de manifester sur un parcours déposé et accepté par la préfecture ! Et couper nos cortèges ! Nous, on s'est tapé tous les carrés de tête depuis le début, et il est lui aussi concerné par les gaz lacrymogènes, on est bousculé régulièrement. La stratégie de maintien de l'ordre est totalement à revoir.

**É. B.** Depuis le début, la stratégie autour de ce mouvement est contre-productive. Il y a déjà des conséquences graves. Il peut y avoir un mort certes, mais il y a déjà des gens qui ont perdu un œil. Ça fait déjà plusieurs années que l'on dit que les Flash-Ball n'ont pas leur place dans le maintien de l'ordre des manifestations. Les tirs tendus, ça fait des années que ça ne devrait plus se faire. On laisse monter une attitude dangereuse à la fois pour les manifestants et pour les forces de l'ordre.

### **Il s'agit donc d'erreurs répétées ou d'une stratégie délibérée de faire monter la pression ?**

**É. B.** Il y a une vraie stratégie. On l'a vu jeudi 28 avril dernier : toute la communication du gouvernement tournait autour des violences, une volonté délibérée de la part du gouvernement de les mettre en avant, de les provoquer. Jeudi dernier, le carré de tête syndical, sous le pont d'Austerlitz, a été noyé sous les gaz lacrymogènes, à tel point que tout le monde est parti. Résultat, le service d'ordre de la manifestation, essentiellement CGT et FO, a quitté la tête de cortège et le défilé s'est poursuivi sans service d'ordre jusqu'à Nation. Les gendarmes mobiles et les CRS, hyper-agressifs, bloquaient pour un oui pour un non. Le soir même, rodomontades de Cazeneuve, enjoignant aux organisations syndicales de condamner ces violences « *inacceptables* »... On ne parle plus du sujet de fond et hop, on passe à autre chose. C'est aussi ce qui s'est passé le 1<sup>er</sup> Mai. Quand on fait venir plus de 3 000 membres des forces de l'ordre pour une manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Paris, on a une idée derrière la tête. De la même manière, le soir, la place de la République a été vidée par des forces de l'ordre extrêmement nombreuses et agressives, qui ont pourtant laissé une centaine de personnes avec des casques et des cagoules s'agiter, alors qu'il y a des fouilles tout autour de la place.

**C. G.-L.** Quand on a une opinion publique qui est contre soi, du point de vue du gouvernement, le meilleur moyen de renverser la situation est de discréditer le mouvement, en disant : ce sont des casseurs. Le gouvernement ne fait aucun cas du nombre de blessés côté manifestants et lance des enquêtes seulement lorsque des vidéos circulent sur les réseaux sociaux.

### **Il n'y a eu aucun signe du ministère de l'intérieur concernant vos militants blessés depuis le début ?**

**É. B.** Non, on a fait une lettre pour l'alerter il y a quinze jours et on n'a toujours aucune réponse.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.